



جمعية فاس سائيس
ASSOCIATION FES-SAISS

Conférence internationale pour le dialogue des cultures et des religions

Fès, Maroc, 1^{er} octobre 2013

Panel 3

Les transitions politiques en Afrique du nord :
quelles opportunités et quelles contraintes au renforcement du dialogue ?

Intervention de Madame Fatimata MBAYE,
Présidente de l'Association mauritanienne des droits de l'Homme (Mauritanie)

Introduction

Lorsqu'on parle de transitions politiques, on parle de changement, de réforme et de transformation sociale profonde et c'est ce à quoi aspirent les peuples de l'Afrique du Nord à l'instar des autres pays et régions du monde.

Longtemps connus pour la passivité de ses populations par rapport à la gestion de la chose publique et politique, les pays de l'Afrique du Nord ont connu des bouleversements politico-socio-économiques sérieux et graves en ce début du 21^e siècle. En effet, l'avènement de la mondialisation et l'universalité des droits de l'Homme n'ont pas laissé indifférents les citoyens et citoyennes des pays nord africains qui aspirent à plus de liberté, plus de participation dans les affaires de l'états en tant que sujets actifs et non plus comme des éternels assistés, et réclamant plus de transparence dans la gestion des affaires de l'état qui s'est toujours et de tout temps montré sous l'angle de la dictature, de la répression et de la soumission au nom de la relation trop étroite entre la religion et le pouvoir politique, social et culturel voir économique que se sont imposée les états dans cette partie du monde(ce qui ne constitue pas du tout une particularité ayant conduit à la situation actuelle de crise, de colères, de révolte comme le dit si bien Mme Naila Radhoui de la Tunisie.

De Tunis au Caire en passant Tripoli pour ne citer que ces trois pays, les populations ont bien montré qu'il ne faut pas attendre d'être engagé dans une structure militante pour réclamer les droits malgré les menaces et la répression . Les projets des dirigeants ont été étouffés dans l'œuf par l'Homme de la « rue » pour qui le besoin de sécuriser sa famille ne lui dicte pas d'attendre les réformes institutionnelles prises en conseil de ministre.

I-Quelles opportunités au renforcement du Dialogue

Partant de cette brève analyse, nous pensons que les opportunités ne manquent pas pour répondre aux exigences de changement que réclament les populations et le nouvel ordre mondial. Il faut rebâtir l'état sur de nouvelles bases, de nouvelles orientations

prenant en compte toutes les entités le composant mais aussi le nouvel état doit se faire violence et respect le partage et la volonté de ses populations par la mise en œuvre de méthodes participatives et le dialogue comme base de fonctionnement,

Il s'agira de repenser les critères de dialogue que nous voulons construire qui doivent se fonder sur les principes de : Vérité, Justice ,réconciliation et Paix sans remettre en cause les propos du Rabin Qui lui fonde le dialogue sur les principes Vérité, droits et Paix.

Qu'est-ce que les sociétés et les états peuvent assurer pour créer un dialogue interculturel, constructif et positif si les principes Vérité et justice, réconciliation ne sont pas pris en compte. Ce qui explique que les groupes les plus défavorisé, les jeunes et les femmes, les groupes minoritaires et marginalisés se radicalisent dans leur quête d'une Justice sociale face à l'impunité, aux lendemains non sécurisés et aléatoires et utilisent des moyens douloureux pour exprimer leur colère et leurs attentes.

Aussi s'impose une autre exigence pour arriver à la durabilité de ce dialogue qui celle de la réconciliation. Les programmes de résolution de conflits sociaux, de prévention de conflit ne peuvent aboutir si l'exigence de participation, de concertation, de dialogue, de partage et de développement ne sont pas mis en exergue par les politiques.

La recherche de nouvelles stratégies de concertation entre les communautés partageant la même sphère géographique et géopolitique pourrait être un point de départ pour la consolidation de la diversité culturelle qui exige le respect, la connaissance et la reconnaissance de l'autre. Il est temps en effet que nous sortions de l'univers Sartrien « l'enfer c'est l'autre » afin d'éviter de nourrir les reflux et replis identitaires.

II-Quelles contraintes au renforcement du Dialogue.

Ce débat ne manque pas de se confronter aux contraintes au renforcement du dialogue ; qui sont entre autres le partage du pouvoir, le respect du jeu démocratique, le partage des richesses, la non-discrimination, la non marginalisation des groupes spéciaux (jeunes, femmes, minorités religieux et culturels), qu'ils soient politiques, sociaux, culturels, religieux, etc.

La prise en compte de la participation des jeunes en tant que force incontournable dans cette évolution géopolitique et sociale constitue aussi une menace notoire du Dialogue interculturel, politique et religieux.

Les transitions politiques ne peuvent assurer le Dialogue sans le respect de l'état de droit, des droits de l'Homme et de la démocratie : l'ère des dictatures doit prendre fin pour céder la place à l'universalité des droits de l'Homme ; car les droits de l'Homme sont plus qu'une évidence et rares sont les communautés et sociétés fermées ou ouvertes qui n'y aspirent pas. La réforme doit se faire en profondeur et à tous les niveaux, c'est là la leçon apprise avec les révoltes des populations en Afrique du Nord et partout d'ailleurs sur le continent africain et au niveau mondial.

Comme notre temps exige un nouvel ordre mondial économique, de même un nouvel ordre mondial devient primordial au niveau politique. Rien ne sert plus à scléroser les communautés dites « incultes » car l'émergence des capacités et des leaders politiques, sociaux et religieux intègres rend obligatoire le respect de ces communautés afin de les intégrer dans les stratégies du vivre ensemble et construire ensemble un avenir commun où tout bonnement la confiance reposera sur les principes reconnaissance, vérité, justice, réparation et dignité.

III-Pour clôturer notre propos,

Le renforcement de dialogue interculturel doit se fonder sur la sécurisation mutuelle des valeurs et des croyances des populations et le respect de l'universalité des droits de l'Homme. En d'autres termes démystifier et briser les barrières sociales et culturelles face à l'exigence humaine à plus de liberté, de respect, de dignité.